

INTRODUCTION

Histoire d'un « crime contre la Résistance

À l'orée de l'année 1943, après le débarquement anglo-américain en Afrique française du Nord et l'invasion de la zone non occupée par les Allemands, les Français ont compris que le règne néfaste de Pétain était terminé et qu'il fallait se tourner du côté de ceux qui incarnaient le refus violent de l'Europe nazifiée et vassalisée.

La France du refus se distribue entre trois pôles : la France libre du général de Gaulle à Londres ; la France d'Alger, soumise aux Américains et incarnée par le général Giraud, lequel se veut comme le porte-parole officieux d'un Pétain qui ne serait plus libre de dire ce qu'il pense ; la France *underground* constituée des mouvements et réseaux clandestins. Ces organismes résistants, qui sont nés sur le sol de la France captive et qui se sont développés souvent hors de la référence gaulliste, voient leur affluence monter en puissance et commencent à vouloir à la fois s'unir et jouer un rôle politique.

Pour faire face à la pénurie de moyens, qui rend particulièrement dangereux le travail des résistants compte tenu du renforcement de la répression vichyste et allemande, le jeune capitaine Henri Frenay, l'homme qui inventa le plus important et le mieux structuré de ces mouvements, Combat, décide de créer une sorte d'ambassade officieuse de la Résistance intérieure en territoire helvétique. Elle s'appellera Délégation générale de la Résistance en Suisse. L'idée lui a été suggérée par un membre de son mouvement, Philippe Monod, homme de gauche ami de Claude Bourdet, un des lieutenants de Frenay. Il connaît en effet un certain Max Shoop, tous deux ayant été membres du même cabinet d'affaires à Paris avant la guerre. Max Shoop était également l'associé (avant la guerre) et le collaborateur, en 1942, d'Allen Dulles, l'homme

qui installe à l'automne 1942 les premiers services secrets américains (OSS), en Europe. Le siège étant à Berne, en Suisse.

C'est la première opération d'envergure en Europe du renseignement américain. Dulles est chargé de se renseigner sur les pays occupés d'Europe, mais aussi sur l'Allemagne et l'Italie. Il inspire (plus qu'il ne conduit) des opérations, comme l'attentat des officiers supérieurs allemands contre Hitler. Les archives américaines que nous avons pu consulter témoignent du niveau stratégique de l'information qu'il a été capable de capter et de transmettre aux Alliés : les armes secrètes d'Hitler (V1 et V2) ; la fabrique de Pennemünde ; la bombe atomique, etc. Il lui incombe de connaître et de soutenir les résistances européennes (yougoslaves, hongroises, tchèques, etc.), et notamment la Résistance française avec laquelle il entretient des rapports particuliers, compte tenu de son réseau amical et de sa francophilie. Enfin, il doit repérer les élites qui prendront le pouvoir à la Libération. Le lien avec cet homme est donc de la plus haute importance.

Les Mouvements unis de Résistance (MUR), qui réunissent les grands mouvements de la zone sud, là où la Résistance est la plus active, saluent cette initiative qui est censée permettre le désenclavement de leur action et d'accéder à des sources de financement et d'information extérieures, hors du canal gaulliste de Jean Moulin. Un homme, qui avait déjà des liens en Helvétie, venant de rejoindre le mouvement Combat, est nommé délégué des affaires extérieures des MUR et chargé des liens entre cette Délégation et le comité directeur des MUR. : c'est Pierre Guillaud de Bénouville, journaliste venant des milieux d'extrême droite avant-guerre, un temps pétainiste et antigauilliste quoique profondément patriote à l'instar de son ami François Mitterrand, qui participera après la guerre à la fondation du Rassemblement du Peuple Français, créée par le général de Gaulle, avant de devenir le bras droit de l'avionneur Marcel Dassault. Un homme est placé à la tête de cette Délégation de la Résistance en Suisse, un général d'aviation, ami de Mermoz, qui se situerait plutôt du côté du monarchisme par rejet des mœurs politico-financières de la République finissante : le général Jules Davet. Il s'adjoint les services de Jean-Marie Soutou, un résistant issu de la mouvance d'Esprit venu en Suisse pour échapper à la Gestapo. Tel est le noyau dur initial de cette Délégation.

Cette initiative, née de la nécessité, aurait pu être une heureuse opportunité pour la Résistance, un second souffle. Elle va pourtant susciter un drame et l'hostilité radicale de Jean Moulin !

Ce qu'on a coutume d'appeler « l'affaire suisse » a été la crise la plus grave que la Résistance ait eu à connaître. Elle continue à faire polémique. Elle enraye le mouvement d'unification des organisations résistantes et le ralliement de celles-ci au gaullisme mis en œuvre par Jean Moulin. Elle brouille un peu plus les rapports entre de Gaulle et les Alliés, les Américains en particulier. À l'intérieur même de la Résistance, cette crise provoque des lésions et suscite des forces centrifuges. Après elle, plus rien ne sera comme avant.

Cette crise a révélé les différences d'approche du combat résistant et, surtout, l'ambition politique de la Résistance face au projet de subordination du général de Gaulle qui s'inscrivait dans une logique de restauration de l'État et de l'unité nationale.

Dès l'origine, le général de Gaulle avait la certitude et la volonté d'incarner et d'assumer « LA France » dans son essentialité, son indivision, sa continuité. Lors de son célèbre discours du 25 août 1944 devant l'hôtel de ville de Paris, il célèbre la « seule France », la « vraie France » et la « France éternelle », mais il ne mentionne pas la Résistance, pas plus que les résistants. Ce jour-là, alors que Georges Bidault, président du CNR (Conseil national de la Résistance), lui demande, « au nom de la France résistante », de paraître au balcon pour proclamer la République, le Général lui répond sèchement : « La République n'a jamais cessé d'être. La France libre, la France combattante, le Comité français de la Libération nationale l'ont tout à tour incorporée. Vichy fut toujours nul et non avenu. Moi-même suis le président du gouvernement de la République. Pourquoi irais-je la proclamer ? »

Tout se passe comme si le seul dialogue possible l'était entre un homme et la France, cet homme portant en lui l'essence atemporelle de la France et refusant d'apparaître comme le représentant particulier d'un moment ou de cette fraction de Français qui ont dit non à la soumission, à leurs risques et périls. Au fond, sa vision historique l'inclinait à relativiser la spécificité de l'événement de la Deuxième Guerre mondiale pour l'inscrire dans une temporalité plus large. Ainsi, le 2 avril 1945, lors de la cérémonie de la remise des drapeaux, il évoquera « cette guerre commencée voici plus de trente ans ». Le drame spécifiquement franco-français est marginalisé au nom d'une logique qui vise d'abord à promouvoir les exigences de l'unité nationale. Son ultime mission, de retour sur le sol métropolitain, comme il l'a martelé à Rouen le 9 octobre 1944, c'est de faire en sorte que les Français marchent « tous et toutes

ensemble vers un seul but », l'unité, l'ordre et la grandeur : « Nous allons bien voir si notre pays va se présenter, devant lui-même et devant les autres, comme la grande nation qu'il est, en ordre, discipliné et marchant d'un même pas vers un seul but national ». Cette ambition emporte comme conséquence une relativisation symétrique de la Résistance et du camp opposé, constitué par les collaborateurs, qu'il réduit dans son allocution radio du samedi 14 octobre 1944, à « une poignée de misérables et d'indignes ».

Il suit de cela que la Résistance n'a pas à se survivre à elle-même comme enjeu catégoriel ou politique. Sa réussite entraîne sa disparition ; sa disparition sera le signe de sa victoire. Les résistants ne saisissent pas, sur le moment, les ressorts fondamentaux de cette stratégie. Ils y voient une opération de dépossession et ils protestent ou sombrent dans le pessimisme et se retirent. Dans les mémoires de certains, le temps aidant, apparaît une volonté de comprendre le caractère inévitable et salutaire de cette éviction. Ainsi chez Robert Salmon :

« De Gaulle ne croyait pas à la Résistance comme force politique, à cause de son hétérogénéité. Et il avait raison. Il y voyait une rivale et voulait tuer dans l'œuf toute querelle de légitimité. Le rôle de la Résistance comme force organisée était à ses yeux terminé. Les forces politiques normales, c'étaient les partis, qui ne le gênaient pas, parce qu'ils étaient discrédités. Aux résistants de jouer comme individus dans les partis¹. »

Entre ces deux réalités que sont la Résistance intérieure (qui s'est développée de manière endogène sur le sol de la patrie et initialement hors de la référence gaulliste) et la France combattante (issue de la France libre, née à Londres par le geste inouï du général de Gaulle et représentée en France par Jean Moulin), l'incompréhension existe, profonde. Deux histoires, deux contextes, voire deux projets politiques qui s'affrontent dès l'année 1943 : la Résistance rêverait de refaire la France seule ; la France combattante aimerait refaire la France sans la Résistance, c'est-à-dire sans les Français (pour reprendre une expression polémique de François Mitterrand) ; et les politiques veulent refaire la France sans la Résistance et, si possible pour certains, sans le général de Gaulle. Ce qui est vrai, c'est que la Résistance « du dedans », au milieu de l'année 1943, a tendance à croire qu'elle peut se satisfaire à elle-même et que la France gaulliste de Londres est son obligée.

Nier l'aspiration de la Résistance à une existence autochtone serait

méconnaître sa nature et dénier la mission qu'elle s'est assignée et la confiance que lui font ses troupes de l'ombre.

La Résistance, du fait de son incapacité à survivre à elle-même en tant que mouvement uni et force politique nouvelle, a eu dès la Libération le sentiment d'avoir été « trahie » par le fondateur de la France libre².

Le paradoxe, c'est que la cause de l'affaire suisse semble avoir été dénuée initialement de toute préoccupation politique !

Nous sommes au début de l'année 1943. Le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord (novembre 1942) et l'invasion de la zone non occupée par les Allemands ont provoqué une prise de conscience chez les Français. Vichy s'installe dans l'indignité, Pétain dans l'impopularité et l'impuissance. Les organisations de résistance se multiplient, les adhésions affluent. Le souci de l'action directe devient prédominant. L'occupant procède à des réquisitions de main d'œuvre dès l'automne 1942. Cette politique se systématise en février 1943 avec la création du STO (Service du travail obligatoire) qui touche tous les Français de certaines classes d'âge. Les maquis (nouvelle modalité de résistance) sont la conséquence de ces mesures extrêmement impopulaires et il incombe aux mouvements de résistance de les prendre en charge.

Mais les moyens manquent. Il faut structurer les résistances pour qu'advienne la Résistance. Le lien avec Londres est inévitable, quoique envisagé avec réticence. C'est ainsi que naissent les « MUR », Mouvements unis de Résistance, sous la bénédiction de Jean Moulin, le représentant personnel du général de Gaulle en France.

Lors de leur séjour à Londres, en octobre 1942, les deux leaders de la résistance de zone sud, Henri Frenay (Combat) et Emmanuel d'Astier de La Vigerie (Libération-Sud), ont accepté de faire un effort pour mieux coordonner leur action sous la bannière gaulliste. La création des MUR est la concrétisation de ses efforts, stimulés par la peur de la mise en orbite du giraudisme et des progrès de la résistance communiste. Le 26 janvier 1943, les trois principaux mouvements (Combat, Libération-Sud et Franc-Tireur) acceptent de fusionner leurs éléments paramilitaires, qui seront versés dans le cadre de l'Armée secrète. Mais ils restent théoriquement indépendants *sur le plan politique*. Ils continueront à développer leur propre presse et leur sensibilité. Un comité directeur (ou directoire) est mis en place. Sa présidence est assurée par « Max » (Jean Moulin). Henri Frenay, qui apporte dans la corbeille environ 80 % des

forces paramilitaires, devient commissaire aux affaires militaires ; Emmanuel d'Astier de La Vigerie est nommé commissaire aux affaires politiques ; Jean-Pierre Levy, chef du mouvement Franc-Tireur, est en charge des « renseignements, de la sécurité et des moyens matériels ». Au niveau des six régions de la zone sud, l'unification se réalise également. Communistes, Front national comme FTP (sa structure militaire) restent à l'écart de ce processus d'unification.

En fait, ce montage recèle des sources de conflits car il repose sur une contradiction originelle entre le politique et le militaire. Comment est-il possible de dissocier le politique du militaire ? Comment est-il pensable d'envisager séparément l'action directe de l'action militaire ? Comment les mouvements pourraient-ils encore exister en « externalisant » la fonction Renseignement, alors que cette fonction constituait jusque-là (surtout pour Combat) le noyau dur de leur activité ? Pousser jusqu'au bout la logique aboutirait à confiner les mouvements à l'édition de leur presse clandestine, devenue leur seul espace d'autonomie, alors que les dimensions stratégiques et opérationnelles du combat clandestin échapperaient à leur contrôle et seraient directement placées sous la coupe du général de Gaulle et de ses représentants. En fait, les chefs des mouvements savent très bien qu'il est impossible de segmenter les activités des résistants au niveau du terrain. Ils ne sauraient accepter de voir leur rôle réduit à l'exercice de fonctions nominales.

Alban Vistel, figure du mouvement Libération-Sud, n'hésite pas à dire que l'instauration d'une ligne de partage entre l'action politique et l'action militaire constitue « l'erreur originelle » de Moulin : « Soit que cette erreur ait été dictée par une conception toute théorique de ce que doit être la Résistance intérieure, soit que, devant la volonté d'indépendance manifestée par certains de ses chefs, on forme le dessein de limiter la puissance des Mouvements, elle engendre des conséquences néfastes auxquelles le CD des MUR entend s'opposer. »

Les fondateurs éprouvent des difficultés, bien compréhensibles, d'ailleurs, à accepter que l'Armée secrète ne soit plus l'armée des Mouvements mais celle de la France combattante relevant *in fine* du seul général de Gaulle. Henri Frenay, qui, il ne faut jamais l'oublier, représente l'apport para-militaire le plus important, n'acceptera jamais le rôle confié au général Delestraint, patron de l'AS. Des conflits permanents et pénibles émailleront leurs relations. Conflits inévitables et bien compréhensibles dans la mesure où la mission politique de Jean Moulin est de mettre

les mouvements sous tutelle et, pour reprendre l'expression de Henri Michel, de « battre en brèche, selon sa politique constante, l'influence de mouvements plus importants, aux chefs plus remuants ».

Les moyens mis en œuvre par Jean Moulin et la France combattante ne sauraient permettre à la Résistance intérieure de faire face à ses nouvelles responsabilités. C'est alors que Henri Frenay a l'idée de créer en territoire neutre une sorte d'ambassade des MUR pour permettre à la Résistance intérieure :

- d'accéder à des sources de financement ;
- d'établir des communications avec l'extérieur ;
- d'organiser des filières de passage ;
- de recevoir des matériels divers (armes, etc.) ;
- de transmettre du renseignement aux Alliés et à la France combattante.

Financièrement, techniquement et politiquement, cette « Délégation générale de la Résistance en Suisse » allait être très puissante. De fait, elle s'était investie d'une double mission : une mission de liaisons et une mission de représentation (de l'ensemble de la Résistance), qui lui confère *de facto* une dimension politique. Elle a été pensée comme une interface entre la Résistance intérieure, la France de Londres, puis d'Alger, et les Alliés, sa mission étant de centraliser les flux d'informations venant de la France captive et des divers organismes clandestins, dans le but à la fois de les alléger dans cette tâche ô combien difficile et risquée (Claude Bourdet dira que c'était une sorte de « second poumon »), mais aussi de contrôler et de maîtriser l'information pour en tirer parti (y compris financièrement) auprès des Alliés. Ce qui conditionne le positionnement politique vis-à-vis de la Résistance, mais aussi vis-à-vis des Alliés. L'enjeu est donc considérable.

Jean Moulin et le général de Gaulle s'opposèrent dès l'origine à cette création qu'ils voyaient comme un cheval de Troie des Américains, puisque Allen Dulles, représentant personnel du président Roosevelt et patron de l'OSS (les premiers services spéciaux américains, ancêtres de la CIA) pour l'Europe, était l'interlocuteur principal des MUR. Il convient de ne pas négliger le fait qu'à cette époque, la situation politico-diplomatique du général de Gaulle n'est pas des plus simples puisque les Américains soutenaient son concurrent à Alger, le général Giraud.

Jean Moulin tenta alors de torpiller cette initiative, risquant ainsi de priver la Résistance d'une manne considérable. On parla de « crime

contre la Résistance ». Jean Moulin accusa les résistants d'avoir lancé « un poignard dans le dos du général de Gaulle ». On accusa la haute société résistante d'avoir été manipulée par les Américains. Ce conflit se cristallisa sur l'antagonisme entre deux personnes, Frenay et Moulin, les deux figures emblématiques du combat mené contre Vichy et l'occupant.

Mais nous avons souhaité aller au-delà de cet affrontement et de la polémique que Frenay lui-même a fait prospérer jusqu'à la fin de sa vie et qui, on le sait, détermina le secrétaire de Jean Moulin, Daniel Cordier, à entreprendre une gigantesque biographie de son ancien patron. Nous avons voulu appréhender l'enjeu politique de cette querelle au sommet. Car cette affaire renforce la tendance à l'autonomie des mouvements et les conforte dans leur souci d'affirmation politique. L'unité politique de la France du refus ne sera plus qu'un mythe. La disparition de Jean Moulin et la naissance du CNR (présenté dans les manuels scolaires comme le signe tangible et irréversible de cette unité de la Résistance voulue par Moulin) n'y changeront rien.

Cette affaire est restée un point aveugle dans la mémoire de la Résistance. Encore aujourd'hui, elle suscite le malaise. C'est peut-être pourquoi aucun livre n'a encore été tenté sur ce sujet ! Le temps est venu de braver les réticences mémorielles.

Une histoire complète de cette affaire est à présent possible grâce à l'accès à des sources nouvelles.

Deux sources privées (peut-être les plus importantes de cette période) permettent de réexaminer ce point d'histoire :

- le fonds privé inédit du général Davet, le responsable de cette « ambassade », qui n'a encore jamais été exploité ;
- l'ensemble des télégrammes échangés chaque jour entre la Suisse et la France (fonds Guillain de Bénouville, Henri Frenay et Philippe Monod).

Mais d'autres sources publiques, étrangères, doivent être mobilisées, notamment : le fonds des services spéciaux américains pendant la guerre, l'OSS, consultable au *College Park* (Maryland, à côté de Washington) ; les archives personnelles d'Allen Dulles (université de Princeton) ; les archives fédérales helvétiques ; les archives du *Special Executive Operations* (Londres).

Sans compter, bien sûr, les témoignages oraux que nous avons pu recueillir, et notamment celui du général Guillain de Bénouville avant sa mort.

Notre ambition est double.

Il s'agit bien sûr, au premier chef, de traiter la *dimension éminemment politique et géopolitique* de « l'affaire suisse », comme rappelé ci-dessus : les enjeux cardinaux de la Résistance, c'est-à-dire les questions de prise de pouvoir, la manière dont les Américains voyaient la Résistance et avaient voulu l'instrumentaliser contre de Gaulle. Si on connaît la manière dont le gouvernement américain traita le général de Gaulle, on ignore encore quelle a été son attitude à l'endroit de la Résistance « du dedans » et des chefs résistants.

Cette histoire se veut aussi prosopographique, car on ne saurait l'enfermer dans l'affrontement entre deux hommes, Frenay et Moulin. Le fondateur de Combat n'est pas seul dans cette affaire, contrairement à ce que l'on pense habituellement. La Résistance, ce sont d'abord des hommes qui agissent en fonction de leur conscience et qui se mobilisent pour un idéal. C'est pourquoi nous avons le désir d'évoquer les nombreux personnages qui gravitent autour de cette Délégation extérieure des MUR : des personnages français et étrangers connus (le fameux Allen Dulles, le bouillant Pierre Guillaïn de Bénouville, H. Frenay, F. Mitterrand, Claude Bourdet, Emmanuel d'Astier de la Vigerie, etc.) et des personnages moins connus : Philippe Monod (le frère du Prix Nobel), le Général Davet, Lucien Mas, Félix Pottier, toutes ces figures que la mémoire n'a pas jugé utile de retenir mais sans qui rien n'aurait été possible.

Mais nous souhaitons également entrer dans la complexité de ce qui constitue la vie quotidienne du travail résistant. Cette « ambassade » était principalement chargée d'établir une communication entre la France captive et la Suisse, et à l'intérieur de la Suisse avec les Alliés, principalement les Américains. Un bilan objectif de l'action et de l'impact de cette structure doit être enfin établi pour trancher la question de savoir si, comme l'ont soutenu certains, son rôle était virtuel et purement politique.

Des questions, qui en général ne sont pas abordées, seront donc traitées : la gestion des passages clandestins, l'établissement de filières de passage, la circulation du renseignement ou la sécurisation des documents (le cryptage, notamment). Mais aussi : les sources et les circuits de financement et les relations avec les Alliés, et en particulier les Américains.

Nous voulons donc montrer les résistants à la fois « au travail » et dans l'intimité de leurs réactions ou de leurs pensées.

En effet, les sources dont nous disposons nous permettent de suivre pas à pas les conséquences des luttes internes à la Résistance française, la pression de la Gestapo, les variations d'attitude des Suisses, l'ambiguïté des Alliés. Mais on y trouve bien plus que cela. Ces fonds contiennent pratiquement toute la correspondance de deux personnages clés de cette Délégation, Bénouville et Monod, aux caractères aussi différents que leurs situations, l'un résidant en France et devant s'y cacher, l'autre, à son grand regret, servant à Genève.

Leur correspondance frémit d'émotion, d'espoirs souvent déçus, de rage impuissante devant des événements qui se passent au-dessus d'eux. Bénouville, encore jeune homme, s'est trouvé occuper un poste clé en raison du départ sans retour de Frenay pour Londres. Sa détermination force l'estime, sa volonté de noyautage de l'ensemble des mouvements de Résistance est troublante et quelque peu dérisoire.

Une partie des documents se place à mi-chemin entre la dépêche purement administrative et la correspondance entre amis. Des renseignements « d'ambiance » côtoient des informations stratégiques. Ces documents nous donnent à voir la vie quotidienne de la Résistance autrement que dans les récits autobiographiques reconstitués ou des approches scientifiques par trop désincarnées. L'historien peut contrôler les dates, recouper les événements cités, comprendre les stratégies obscures et exercer son sens critique en confrontant les déclarations des uns et des autres. Il découvre également des questions généralement laissées de côté qui pourtant marquent profondément la vie de cette aventure clandestine.

Les auteurs ont tenu à examiner cette affaire sensible, polémique, sans parti pris, animés par la seule volonté de restituer, sinon la vérité, du moins la complexité des enjeux, des situations et des hommes, quitte à bousculer quelques préjugés ou idées reçues, mais toujours avec le sentiment d'hommage dû à ceux qui ont su prendre des risques en un temps où la sanction d'un engagement, même le plus modeste, pouvait être fatal.